

Enquête mensuelle de conjoncture – Début avril 2023

Sur le premier trimestre 2023, l'activité s'est montrée résiliente. Selon les chefs d'entreprise participant à notre enquête (environ 8 500 entreprises ou établissements interrogés entre le 29 mars et le 5 avril), l'activité a progressé en mars dans l'industrie, les services et le bâtiment.

Pour avril, les entreprises anticipent une nouvelle progression dans l'industrie et les services, et un repli dans le bâtiment.

La détente sur les difficultés d'approvisionnement se poursuit dans le bâtiment (20 % des entreprises les mentionnent en mars, après 24 % en février) et dans l'industrie où 30 % des chefs d'entreprise les mentionnent (après 33 % en février). Les prix des matières premières sont jugés stables en mars. Les chefs d'entreprise indiquent également un ralentissement de leurs prix de vente des produits finis, sauf dans l'agro-alimentaire où la hausse des prix reste élevée. Les difficultés de recrutement restent stables et concernent environ la moitié des entreprises (52 %).

Notre indicateur d'incertitude est inchangé dans les trois grands secteurs par rapport au mois précédent, à des niveaux encore élevés par rapport à ceux qui prévalaient avant 2020. La situation de trésorerie se redresse pour le deuxième mois consécutif dans l'industrie tandis qu'elle se dégrade dans les services.

Concernant les conséquences de la situation énergétique, l'opinion remontée par les chefs d'entreprise se stabilise, 29 % d'entre eux indiquent un impact sur leur activité au cours des trois prochains mois (après 29 % en février et 33 % en décembre); dans l'industrie, cette proportion continue de décroître (32 %, contre 40 % en décembre).

Sur la base des résultats de l'enquête, complétés par d'autres indicateurs, nous estimons que la progression du PIB au premier trimestre 2023 s'établirait autour de + 0,2 % par rapport au trimestre précédent. Cette révision en hausse s'explique par des évolutions favorables des indices de production industrielle pour février et de production dans les services pour janvier, publiés par l'Insee.

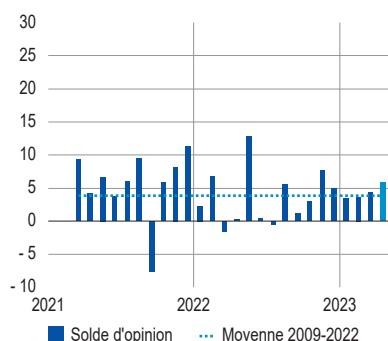
1. En mars, l'activité progresse dans l'industrie, les services et le bâtiment

En mars, l'activité progresse dans l'**industrie**. Les soldes d'opinion indiquent une amélioration marquée de la production dans les produits informatiques, électroniques et optiques, ainsi que dans l'automobile, l'aéronautique, et les machines et équipements. Elle s'inscrit en revanche en net recul par rapport au mois précédent dans la chimie, l'agro-alimentaire et le bois-papier-imprimerie.

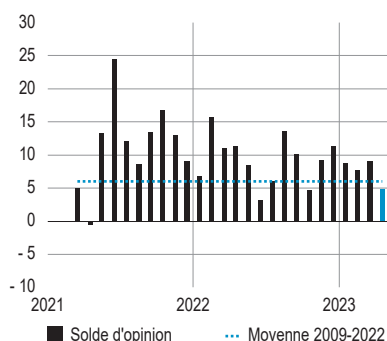
Opinion sur l'évolution de l'activité

(solde d'opinion CVS-CJO, pour avril : prévision)

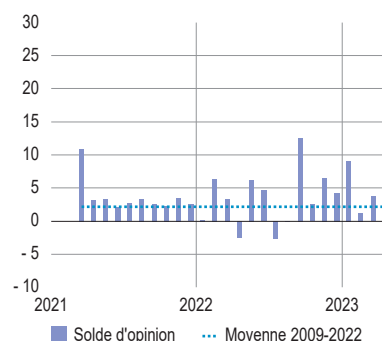
a) Dans l'industrie



b) Dans les services marchands



c) Dans le bâtiment

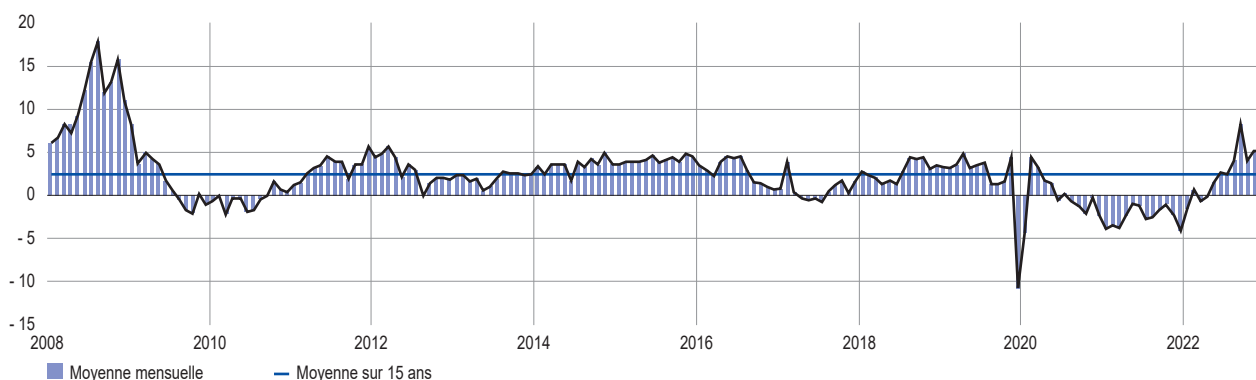


Note de lecture : Le solde d'opinion sur l'évolution de l'activité (qui mesure la différence entre les proportions d'entreprises ayant déclaré une hausse de l'activité et celles ayant déclaré une baisse au cours du mois passé) s'établit pour mars à 4 points dans l'industrie, soit un niveau proche de celui de la moyenne de long terme de l'indicateur. Pour avril (barre bleu clair), les chefs d'entreprises dans l'industrie anticipent une hausse de l'activité.

Les **stocks** évoluent peu en mars mais restent jugés au-dessus de leur moyenne de long terme.

Situation des stocks de produits finis dans l'industrie

(solde d'opinion CVS-CJO)



Dans les **services marchands**, l'activité progresse à un rythme toujours soutenu. Cette évolution concerne plus particulièrement la location automobile, ainsi que la plupart des services aux entreprises (conseil de gestion, activités juridiques et comptables, services techniques). Dans les services de transports et d'entreposage, l'activité se contracte pour le troisième mois consécutif, d'autant qu'elle a aussi été affectée par les mouvements sociaux. Pour cette même raison, l'activité aura été stable dans la restauration, alors que les chefs d'entreprise anticipaient le mois dernier une progression de l'activité. Dans l'hôtellerie, l'activité est restée dynamique à ce stade, même si une partie des chefs d'entreprise font part d'une certaine inquiétude pour la saison à venir.

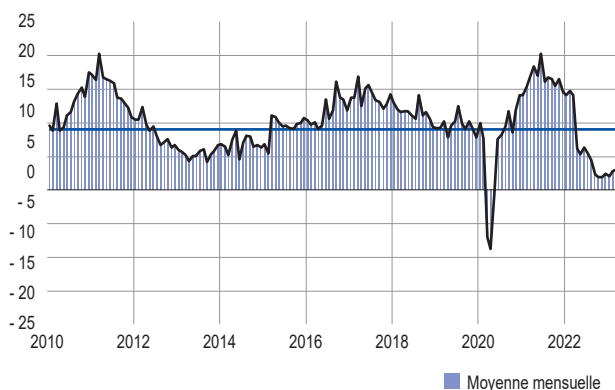
L'activité s'améliore dans le **bâtiment**, essentiellement grâce au dynamisme du second œuvre. Ce résultat s'avère meilleur que les anticipations formulées par les chefs d'entreprise le mois dernier.

Pour le deuxième mois consécutif, l'opinion sur la situation de **trésorerie** se redresse légèrement dans l'industrie, à un niveau toutefois encore inférieur à sa moyenne de long terme. Cette amélioration est plus marquée dans l'aéronautique, les produits informatiques, électroniques et optiques, ainsi que dans la pharmacie. Elle se dégrade de nouveau dans les services en mars, tout particulièrement dans la restauration.

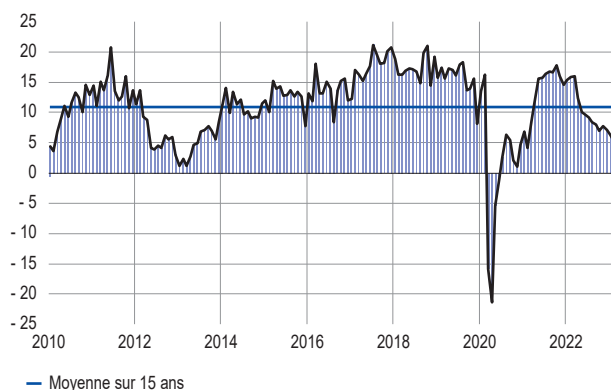
Situation de trésorerie

(solde d'opinion CVS-CJO)

a) Dans l'industrie



b) Dans les services marchands



2. En avril, selon les anticipations des entreprises, l'activité enregistrerait une nouvelle progression dans l'industrie et les services, et se replierait dans le bâtiment

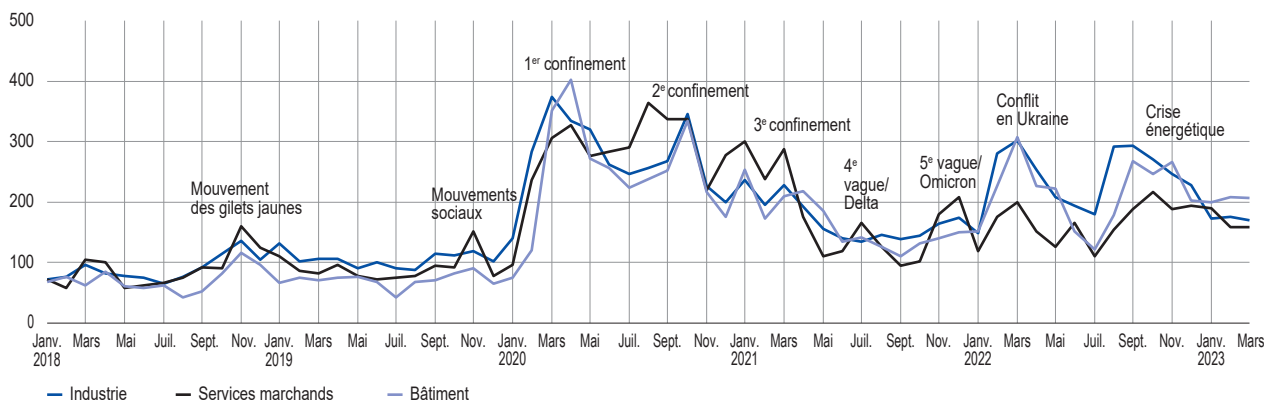
Pour le mois d'avril, dans l'industrie, les chefs d'entreprises anticipent une progression dans l'ensemble des secteurs. Les plus fortes progressions sont attendues dans l'aéronautique, la chimie, la pharmacie, et les produits informatiques, électroniques et optiques.

Dans les **services**, les chefs d'entreprise continuent de tabler sur une hausse de l'activité, qui concernerait l'ensemble des secteurs, à l'exception de la publicité et des services de transports et entreposage.

Enfin, dans le **bâtiment**, l'activité se replierait dans le gros œuvre comme dans le second œuvre.

Notre indicateur mensuel d'**incertitude**, construit à partir d'une analyse textuelle des commentaires des entreprises interrogées, évolue peu en mars ; il se stabilise à une valeur proche du double de celle de son niveau moyen pré-Covid.

Indicateur d'incertitude dans les commentaires de l'enquête mensuelle de conjoncture (EMC) (données brutes)



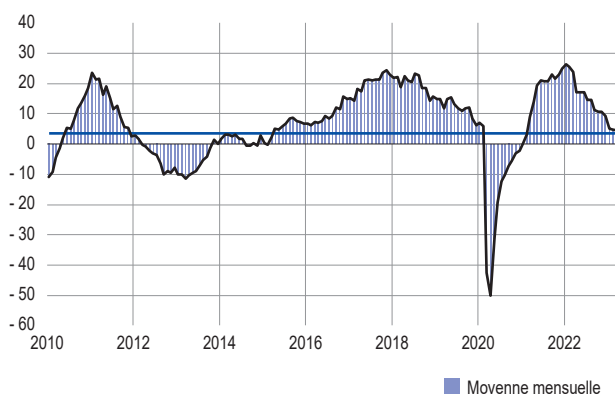
Note : La valeur de référence est fixée à 100 et correspond à la valeur autour de laquelle fluctue l'indicateur en période normale.

L'opinion sur la situation des **carnets de commande** dans l'industrie se stabilise au voisinage de sa moyenne sur quinze ans, avec cependant une forte polarisation entre les secteurs dont les carnets de commandes sont jugés bien garnis (automobile, aéronautique, électronique, informatique et optique, habillement) et ceux dont les carnets de commandes sont jugés anormalement bas (agro-alimentaire, chimie, bois-papier-imprimerie, caoutchouc-plastique). Depuis mi-2022, la dégradation des carnets dans le bâtiment est exclusivement imputable au gros œuvre, qui pâtit du net recul des ventes de maisons neuves individuelles ; les carnets du second œuvre sont en revanche stables depuis dix mois, en lien avec l'activité de rénovation énergétique.

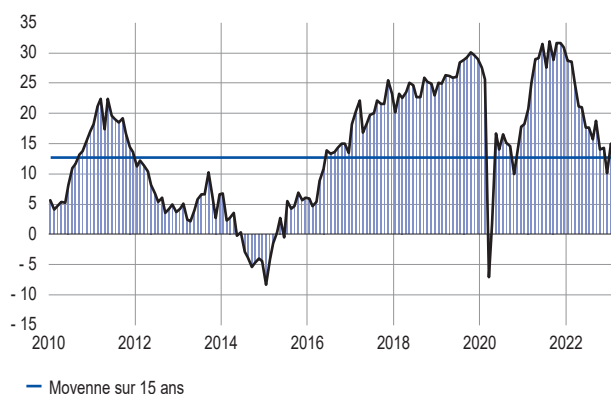
Situation des carnets de commandes

(solde d'opinion CVS-CJO)

a) Dans l'industrie



b) Dans le bâtiment

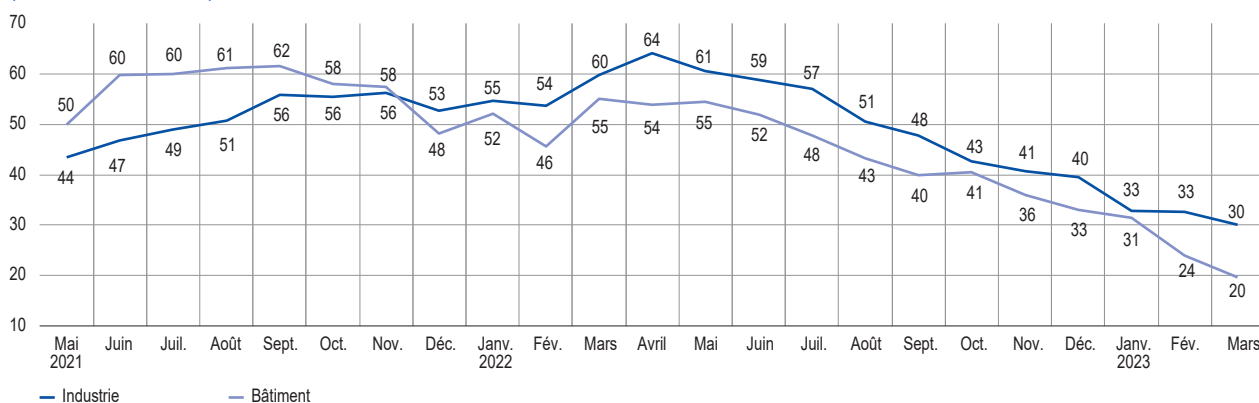


3. Les difficultés d'approvisionnement continuent de décroître ; la hausse des prix des produits finis ralentit à nouveau

En mars, les **difficultés d'approvisionnement** diminuent dans l'industrie (30 %, après 33 % en février) et dans le bâtiment (20 %, après 24 %).

Part des entreprises indiquant des difficultés d'approvisionnement

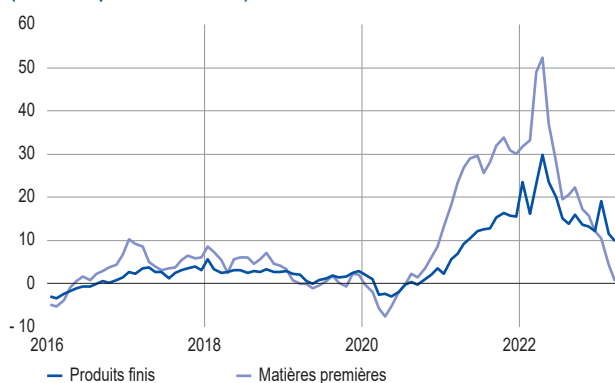
(en %, données brutes)



Selon les industriels interrogés, les prix des matières premières ont été globalement stables en mars mais cette stabilité recouvre des évolutions contrastées selon les secteurs : alors que dans l'agro-alimentaire et l'aéronautique les prix des intrants ont continué de croître à un rythme soutenu, ils se sont significativement contractés dans le caoutchouc-plastique et le bois-papier-imprimerie. Les hausses de prix de produits finis ralentissent également dans l'industrie, mais de façon plus graduelle. Dans le bâtiment, les prix ralentissent vivement, la concurrence s'intensifiant dans un contexte de baisse de la demande. Dans les services, en revanche, les chefs d'entreprise estiment que les prix ont progressé un peu plus vite que le mois précédent.

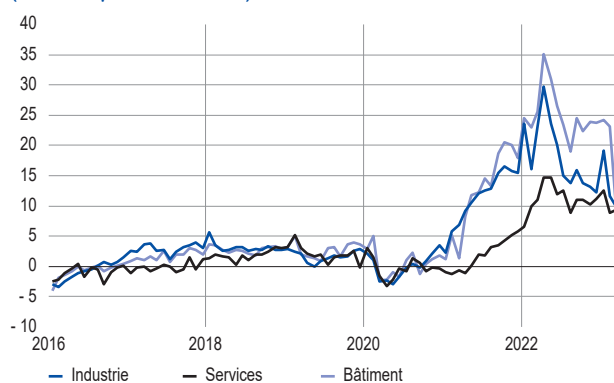
Opinion sur l'évolution des prix par rapport au mois précédent – Industrie manufacturière

(solde d'opinion CVS-CJO)



Opinion sur l'évolution des prix par rapport au mois précédent

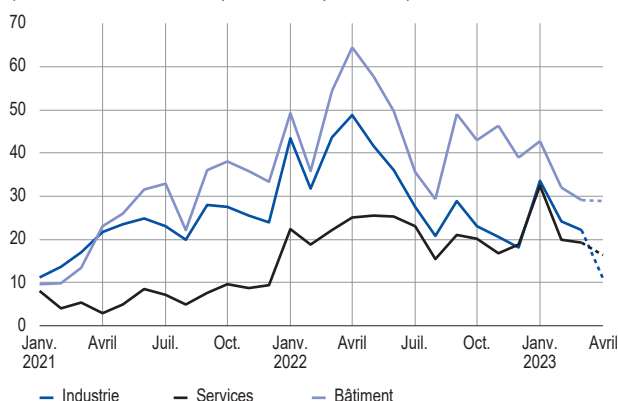
(solde d'opinion CVS-CJO)



De façon plus détaillée, 22 % des chefs d'entreprise déclarent avoir augmenté leurs prix de vente dans l'industrie ce mois-ci (contre 44 % un an plus tôt, en mars 2022). Compte tenu du calendrier des négociations des prix entre les enseignes de la grande distribution et les industriels de l'agro-alimentaire, qui ont lieu chaque année du 1^{er} décembre au 1^{er} mars, cette proportion atteint 52 % dans ce secteur (contre 60 % en mars 2022) en ligne avec les anticipations du mois dernier. Dans le bâtiment, 29 % des entreprises ont augmenté leurs prix ce mois-ci (54 % en mars 2022). Dans les services, la proportion est plus faible, mais proche de celle observée douze mois plus tôt (19 %, après 22 % en mars 2022). Les perspectives pour avril suggèrent globalement une nouvelle détente dans l'industrie (11 %) et les services marchands (16 %), et une stabilité dans le bâtiment (29 %).

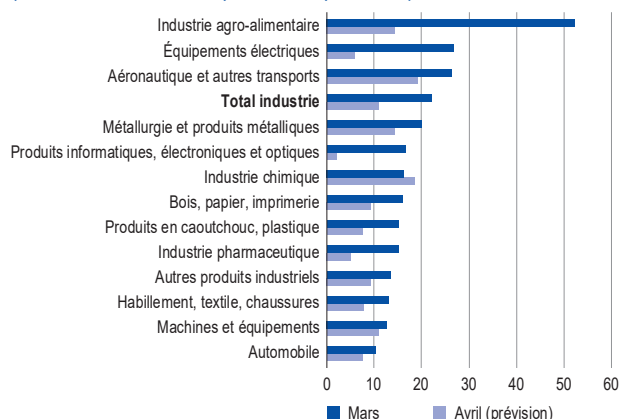
Proportion de chefs d'entreprise ayant augmenté leurs prix de vente, par grand secteur

(en %, données brutes ; pour avril : prévision)



Proportion de chefs d'entreprise de l'industrie ayant augmenté leurs prix de vente en mars, par sous-secteur

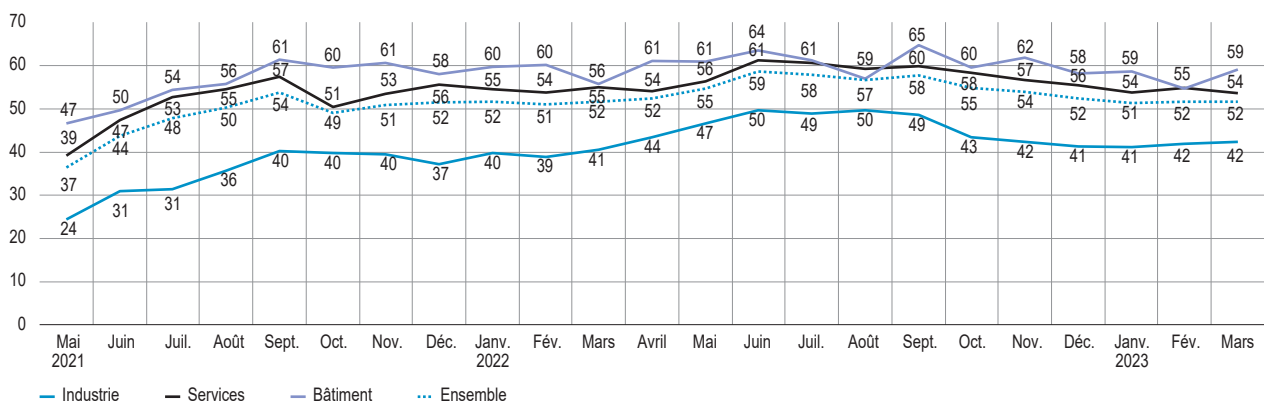
(en %, données brutes ; pour avril : prévision)



Les chefs d'entreprise ont également été interrogés sur leurs **difficultés de recrutement**. Après plusieurs mois consécutifs de baisse elles sont stables, autour de 52 % pour l'ensemble des secteurs.

Part des entreprises indiquant des difficultés de recrutement

(en %, données brutes)



4. Selon les estimations issues principalement de l'enquête, complétées par d'autres indicateurs, le PIB serait en hausse de 0,2% au premier trimestre

En dépit d'une hausse de la production dans l'industrie manufacturière, signalée par les chefs d'entreprise dans l'enquête, le secteur industriel dans son ensemble connaîtrait un net repli de la valeur ajoutée sur le mois de mars. Cela serait le fait des sous-secteurs non manufacturiers, tels que la cokéfaction et le raffinage, la production d'électricité et la gestion des déchets, non couverts par l'enquête mais que nous suivons via des indicateurs à haute fréquence et dont l'activité a notamment été affectée ce mois-ci par les mouvements sociaux.

Dans son ensemble, la valeur ajoutée du secteur des services marchands serait également en baisse en mars. La valeur ajoutée dans les services couverts par l'enquête augmenterait en mars, à la fois dans les services aux ménages et les services aux entreprises. Mais les données à haute fréquence que nous suivons à titre de complément pour les secteurs de services non ou partiellement couverts par l'enquête pointent vers une baisse de la valeur ajoutée dans les secteurs du commerce et des services de transports, affectés par les mouvements sociaux.

La construction connaîtrait une hausse de son activité en mars.

Variations mensuelles de la valeur ajoutée en France (en pourcentage)

Branche d'activité	Poids dans la VA	T4 2022 (vt)	Janvier (vm)	Février (vm)	Mars (vm)
Agriculture et industrie	15	1,2	- 0,9	0,4	- 1,2
Agriculture et industrie agro-alimentaire	4	0,1	- 0,5	0,3	- 0,3
Énergie, eau, déchets, cokéfaction et raffinage	3	6,2	- 1,1	0,2	- 6,9
Industrie manufacturière hors alimentaire et cokéfaction-raffinage	9	- 0,2	- 0,9	0,5	0,1
Construction	6	- 0,3	0,2	0,6	0,3
Services marchands	57	0,0	0,6	0,0	- 0,3
Commerce de gros et de détail, transports, hébergement et restauration	18	- 0,2	0,5	- 0,3	- 1,4
Services financiers et immobiliers	17	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres services marchands	22	0,2	1,1	0,3	0,3
Services non marchands	22	0,1	- 0,1	- 0,1	- 0,1
Total PIB	100	0,1	0,2	0,1	- 0,3

Note : vt = variation trimestrielle, vm = variation mensuelle.

Sources : Insee pour le quatrième trimestre 2022, estimations Banque de France pour janvier, février et mars.

Les anticipations des entreprises pour avril dans l'enquête suggèrent à ce stade une progression du PIB par rapport à mars, avec de nouveau une situation contrastée suivant les secteurs (recul dans la construction, hausse dans les services et fort rebond dans l'industrie) et un niveau d'incertitude encore élevé entourant cette perspective.

Sur l'ensemble du premier trimestre 2023, la croissance du PIB s'établirait autour de + 0,2% par rapport au trimestre précédent. La croissance du PIB serait soutenue sur le trimestre par le dynamisme de l'activité dans l'industrie et les services marchands sur les deux premiers mois de l'année, comme en témoignent les hausses sensibles de l'indice de production industrielle en février et de l'indice de la production dans les services en janvier, publiés récemment par l'Insee.

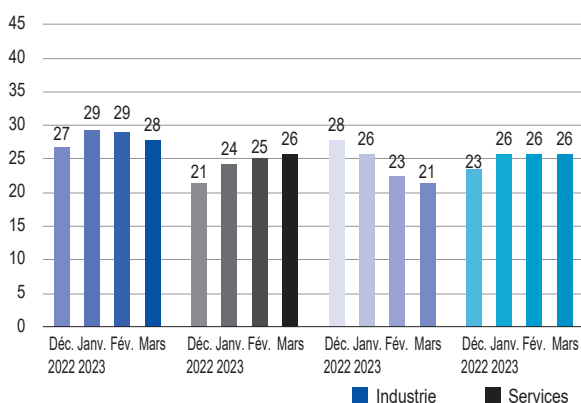
L'impact de la situation énergétique sur l'activité et les marges

Impact sur l'activité

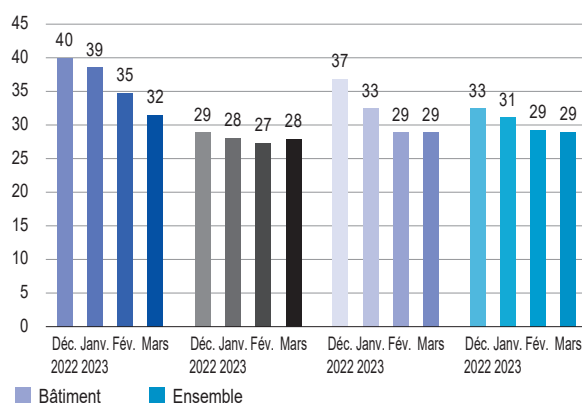
Part des entreprises déclarant un impact significatif de la situation énergétique sur leur activité

(en % du nombre d'entreprises interrogées)

a) Activité passée



b) Activité des trois prochains mois



Note de lecture : Dans l'industrie, 28 % des entreprises déclarent que la situation énergétique a eu un impact significatif sur leur activité en mars. Pour les trois prochains mois, 32 % d'entre elles anticipent un impact significatif.

9 % des entreprises de l'industrie estiment que la crise énergétique a eu un impact fort sur leur activité en mars ; cette proportion est plus faible dans le bâtiment (6 %) et les services (5 %). La proportion d'entreprises jugeant que la crise énergétique a eu un impact significatif (faible ou fort) est stable par rapport au mois dernier et s'établit à 26 %. L'impact est plus marqué dans l'industrie (28 %).

S'agissant des trois mois à venir, les proportions sont plus élevées, mais s'inscrivent dans une tendance baissière depuis novembre. En mars, la proportion d'entreprises jugeant que la crise énergétique aura un impact significatif (faible ou fort) sur leur activité des trois prochains se stabilise à 29 %, après 33 % en décembre ; dans l'industrie ; cette proportion diminue (32 %, après 35 % le mois dernier).

Impact sur les marges

Dans l'industrie, 22 % des entreprises estiment que la crise énergétique aura un impact fort sur leurs marges au cours des trois prochains mois, une estimation en baisse depuis trois mois (23 % en février et 29 % en décembre). La proportion d'entreprises jugeant plus largement que la crise énergétique aura un impact significatif (faible ou fort) sur leurs marges au cours des trois prochains mois recule à 52 % (après 53 % le mois précédent).

Part des entreprises de l'industrie déclarant un impact significatif de la situation énergétique sur les marges à trois mois

(en % du nombre d'entreprises interrogées)

